

**MAI 68**  
*EN ANJOU*

# DOSSIER DE PRESSE



# MAI 68 EN ANJOU



Les « événements de mai 68 » bousculent la France pendant huit semaines, entre le 3 mai et le 30 juin 1968. Ils combinent à la fois une crise universitaire, une crise sociale et une crise politique, aux chevauchements et recoupements subtils.

Ce vent de contestation a aussi soufflé en Anjou, mais l'impulsion, l'origine, les acteurs et le déroulement de la crise reflètent les caractères propres du territoire. Le soulèvement agricole et ouvrier précède l'implication universitaire. Les oubliés de la croissance prennent la parole et entendent faire évoluer leur condition dans l'Anjou de 1968.

## UNE CRISE DE SOCIÉTÉ

Mai 68 constitue une véritable secousse sociale dans une société angevine très attachée aux valeurs traditionnelles. Et pourtant, cette société est loin d'être figée. De nombreux débats la traversent et l'agitent. L'apparente soudaineté et l'ampleur du mouvement de mai-juin 1968 ne peut se lire qu'à la lumière d'une société inquiète, qui s'interroge et veut être entendue.

### L'inquiétude de la jeunesse

*À la fin des années 1960, le Maine-et-Loire est un département à la population extrêmement jeune. La forte démographie entraîne une augmentation du nombre des demandeurs d'emploi. Ces difficultés d'insertion sont un phénomène nouveau, dans un climat social qui se tend.*

Avec le **deuxième plus fort taux de natalité de France** en 1966 (20,5 ‰), le Maine-et-Loire est un département jeune. La pression démographique s'affiche aussi bien en ville qu'à la campagne. Près d'un

habitant sur deux a moins de 25 ans et la proportion est même plus élevée dans les cités ouvrières de la périphérie d'Angers comme à Trélazé ou à Montreuil-Juigné. **Le nombre de demandeurs d'emploi augmente.** Très attachés à leur région d'origine, les jeunes souhaitent travailler au pays et ne veulent plus être embauchés n'importe où et à n'importe quel prix.

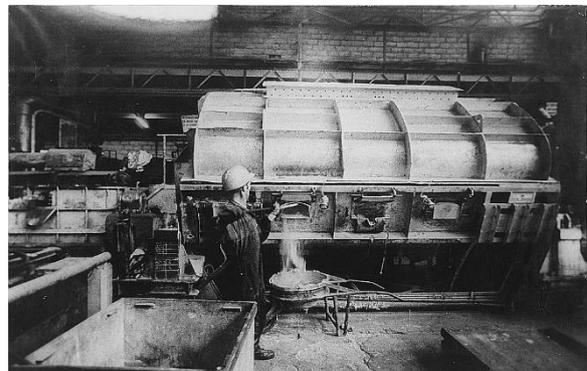
Pourtant de grandes entreprises se sont installées récemment dans le département, comme **Thomson** (électrophones, radio et télé) à Angers en 1957, **Paulstra** (caoutchouc) à Segré en 1960, **Périer** (fermeture en bois) à Cholet en 1961, **Cibié** (phares automobiles) à Angers en 1963, ou **Rapidex** (machines d'emballage) à Écouflant en 1965. D'autres, comme **Eram** (chaussures) à Saint-Pierre-Montlimart, continuent d'ouvrir des usines à la campagne (Chemillé et Jallais en 1961, Gonnord en 1962, Jarzé en 1964, La Pouèze en 1966, Doué-la-Fontaine en 1967).



*Journée familiale et de travail du bureau de la section CFDT de l'usine Thomson, Baugé 1964.*



*Vue aérienne de l'usine Thomson à Angers, septembre 1959.*



*Usine Cégédur, Montreuil-Juigné.*

Mais à l'inverse, de grands noms de l'économie angevine mettent la clé sous la porte comme **Bessonneau** (cordages) en 1966 à Angers, ou les établissements **Richard** (tissage) en 1966 à Cholet. Les salaires sont très bas, l'annonce de licenciements chez Thomson en avril 1967 fait l'effet d'une douche froide.

L'inquiétude grandit. En octobre 1967, le Segréen se mobilise pour l'emploi avec 3 000 manifestants de tous milieux sociaux et politiques confondus. Dans la *Semaine religieuse* du 11 février 1968, l'évêque d'Angers, Monseigneur Mazerat, prend la parole pour rappeler que « c'est la société entière qui doit se sentir concernée et interpellée quand sévit le sous-emploi, quand de nombreux jeunes à peine sortis de nos écoles constatent avec amertume que cette société n'est pas prête à les recevoir ». En avril 1968 nombreux sont les articles de presse qui alertent l'opinion sur le climat social qui s'assombrit dans le département. Début mai, les syndicats dénoncent une dégradation du niveau de vie des travailleurs.

## Le monde bousculé des paysans et ouvriers

*Nombreux sont les ouvriers issus de familles d'agriculteurs ou exerçant les deux professions à la fois. Partageant les mêmes origines, la même formation et des idéaux communs, les ouvriers et les agriculteurs se rapprochent et se sentent solidaires devant les évolutions qui les affectent.*

Ministre de l'agriculture de 1961 à 1966, l'angevin **Edgar Pisani** initie la loi complémentaire d'orientation agricole qui fait entrer l'agriculture française dans le productivisme et l'exportation, et participe à la mise en place de la politique agricole commune (PAC) de la communauté économique européenne. La mécanisation, la concentration des exploitations et l'abandon des activités traditionnelles renforcent

l'exode rural dans un monde où les commerces de proximité tendent à disparaître avec l'apparition des supérettes et autres magasins en libre-service.

Des équipes renouvelées prennent la tête des coopératives, de la chambre d'agriculture ou des instances syndicales. C'est le cas par exemple d'Eugène Forget qui participe à la création de la société d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) dès 1960, ou de Joseph Ariaux

qui le remplacera à la présidence de la fédération départementale des syndicats et exploitants agricoles (FDSEA) en 1962. Afin de ne pas être les oubliés de l'aménagement du territoire, les agriculteurs



Moissonneuse-lieuse Deering sur plateau attelé à un tracteur Renault 3040, ferme du Marais à Chemillé.

angevins s'associent au syndicalisme breton et créent, le 7 novembre 1967, la fédération régionale des syndicats d'exploitants de l'Ouest (FRSEO) sous la présidence de Joseph Ariaux.

Farouches défenseurs du particularisme de l'Ouest, ils se sentent délaissés par la politique agricole commune et dénoncent la mauvaise répartition des investissements au sein d'une Europe des Six qui avantage les régions riches au profit de régions éloignées des grands marchés de consommation.

Les syndicats ouvriers ne sont pas en reste. En mai 1967, opposés au projet de loi sur la réforme de la sécurité sociale, ils organisent une grande manifestation dans le



département contre la hausse des cotisations. Cette manifestation rassemble 3 000 personnes à Angers, 1 000 à Saumur, 700 à Cholet, 600 à Segré. Un premier signal d'une vigilance syndicale qui ne se relâchera pas.

## L'Église catholique dans le trouble de l'après-concile

*Sous l'épiscopat de Monseigneur Mazerat, l'Église d'Anjou s'adapte à l'évolution démographique en créant de nouvelles paroisses à Angers ou Cholet. Pour autant, l'après concile Vatican II crée une onde de choc qui participe à une transformation profonde de la société.*

Le concile Vatican II (1962- 1965) instaure une simplification des rites et introduit une plus grande participation des fidèles à la liturgie, grâce notamment à la célébration des offices en langue vernaculaire et à l'abandon du latin. **L'Église se veut à l'écoute de l'homme et de ses problèmes.** L'intensité des débats sur la mise en œuvre du concile recoupe les autres enjeux de société et ouvre une crise à plusieurs dimensions.

La première est d'abord **une crise massive des vocations.** La baisse du nombre de séminaristes se croise avec l'augmentation du nombre de décès de prêtres et entraîne un réel vieillissement du clergé. Si le diocèse ordonnait habituellement entre 15 et 20 nouveaux prêtres par an, seules quatre ordinations sont célébrées en 1968.

Le diocèse fait aussi face à une **montée des défections**. Des prêtres renoncent à leur ministère. Ces vagues de départ sont sans précédent comparées aux moyennes enregistrées au début des années 1960. Dans le diocèse, on enregistre plus du double de défections entre 1966 et 1970 que dans les années précédentes.

Parallèlement, une **véritable contestation sacerdotale** s'élève au sein du clergé. Si ces revendications ne sont pas nouvelles, leur simultanéité en 1968 est



marquante : revendication du droit au travail salarié (l'apostolat des prêtres ouvriers est de nouveau autorisé en 1965), du droit de prendre des engagements politiques ou syndicaux, de l'éventualité de l'accueil de prêtres mariés, demande de démocratie au sein de l'Église, autant de débats qui génèrent chez les fidèles inquiétudes et incompréhensions.

Enfin, une **crise des mouvements de jeunesse, très influents en Anjou**, vient s'ajouter à ces tensions internes. Le mouvement de la jeunesse étudiante chrétienne (JEC) se déchire à la suite de sa prise de position contre la guerre d'Algérie (1954-1962). L'influence de la JOC (jeunesse ouvrière chrétienne) devient de plus en plus importante dans le milieu ouvrier, tandis qu'en milieu rural le MRJC, plus offensif, succède à la JAC.

## LES « ÉVÉNEMENTS » EN MAINE-ET-LOIRE

**8 mai 1968, un premier défilé et un mot d'ordre commun : « L'Ouest veut vivre ! »**

*Le mécontentement est tel à la fin de l'année 1967 que l'organisation d'une grande manifestation interrégionale de l'Ouest est décidée pour l'année suivante, réunissant paysans, ouvriers et enseignants avec un mot d'ordre commun : « L'Ouest veut vivre ».*

Dans ce climat d'inquiétude et de tension, fin 1967, les unions départementales de la CGT et de la CFDT de Bretagne et des Pays de l'Ouest font le **projet d'une manifestation générale de tout l'Ouest**. En mars 1968, des contacts sont pris avec la FDSEA et le CDJA. La date du 8 mai 1968 est retenue pour une action commune entre syndicats d'ouvriers et paysans. L'UNEF, Familles rurales, les partis de gauche, le Centre démocrate, les APEL s'associent également pour un mot d'ordre commun : « **L'Ouest veut vivre** ».

Alors que le Quartier latin est déjà en effervescence depuis plusieurs jours, c'est par un 8 mai pluvieux que l'Ouest et le Maine-et-Loire connaissent leur première mobilisation. Des cars convergent vers la préfecture, rassemblant 10 000 personnes dont 1 000 choletais, 500 segréens, 400 saumurois et une centaine de baugeois. Près d'un

**8 MAI**

**TOUT L'OUEST MANIFESTE!**

OUVRIERS  
AGRICULTEURS  
ENSEIGNANTS  
ETUDIANTS  
FAMILLES DE MAINE-ET-LOIRE

LA POPULATION DES NEUF DÉPARTEMENTS DE BRETAGNE ET DES PAYS DE LOIRE EST PLUS QUE JAMAIS INQUIÈTE DE SON AVENIR :

- Ouvriers et Agriculteurs voient leur niveau de vie et leur avenir s'effriter progressivement, au fur et à mesure que les prix augmentent, le chômage se développe et les salaires baissent.
- Des familles rurales, isolées, délaissées sans services, souffrent sans cesse dans une zone de production rurale. Le revenu de l'économie agricole est en déclin.
- Des jeunes en formation s'élèvent à la suite de leurs études et ne trouvent pas d'emploi correspondant à leur formation et à leurs aspirations.
- Des enseignants, jeunes et anciens, sont obligés de quitter la salle de classe, dans un milieu qui refuse tout changement et ne leur offre plus une formation.
- La Sécurité Sociale, incapable des transferts et soutiens des familles en crise, est délaissée par les Conferences gouvernementales.

Des mesures économiques, sociales et politiques d'urgence sont indispensables pour assurer l'avenir et le développement de la région.

**L'OUEST VEUT VIVRE**

Habitants de Maine-et-Loire... Vous êtes tous concernés !

**Ne dites pas : "Nous n'y pouvons rien"**

Les organisations syndicales ouvrières, agricoles et universitaires vous disent :

**Se taire, rester passif... c'est accepter, c'est subir !**

**TOUS A ANGERS POUR MANIFESTER**

**8 MAI**  
15 h. place Ingérah

**L'OUEST VIVRA**

PAR LA VOLONTÉ ET L'ACTION UNIES DE TOUTE LA POPULATION.

Comité local : Front de Démocratie de Travail (F.D.T.)  
Comité local : Centre de Travail (C.T.)  
Union Nationale des Étudiants de France (U.N.E.F.)

Fédération Départementale des Syndicats d'Enseignants Agricoles de Maine-et-Loire (F.S.E.A.)  
Comité Départemental des Jeunes Agriculteurs (C.D.J.A.)



Angers 8 Mai 1968

Le groupe des étudiants de l'UNEF -  
600 environ - Bd Foch -  
Au centre, derrière la banderole de l'UNEF  
on distingue deux drapeaux rouges (6)

millier de paysans, quelques centaines d'étudiants et plusieurs milliers d'ouvriers et employés se sont retrouvés auparavant place Imbach à Angers pour un meeting précédant le défilé.

L'union syndicale n'est pas totale, du fait de l'absence des enseignants du secteur public (FEN) et du refus de FO de partager les revendications des exploitants agricoles qu'ils considèrent comme des « patrons ». Monseigneur Mazerat, attentif au climat social, soutient cette initiative en évoquant « un fait local et régional qui ne doit laisser personne indifférent ».

## Du mouvement social au mouvement étudiant : les manifestations

*Après le mouvement unitaire et original du 8 mai, lycéens et étudiants rejoignent les paysans et ouvriers et le cortège des manifestations se succèdent tout au long du mois, à l'image de l'ensemble du pays.*

Le **9 mai** 1968, l'inauguration d'un bâtiment de la Faculté des lettres de l'Université catholique par Edmond Michelet, ministre de la Fonction publique, donne lieu à de vives manifestations au cours desquelles les étudiants interpellent le ministre sur le sort de leurs camarades parisiens emprisonnés. Portés par l'UNEF, 300 étudiants défilent en direction de la préfecture. Ils prolongent leur mouvement le 16 mai devant le siège du *Courrier de l'Ouest* pour protester contre la manière dont le journal rend compte des événements.

Le **13 mai**, une nouvelle mobilisation est décidée et des manifestations sont organisées à Angers (6 500 personnes), Cholet (1 500) et Saumur (500). La sociologie des cortèges évolue. Les paysans et les membres de l'enseignement libre laissent la place aux lycéens, aux étudiants et à la fonction publique. Les discours prennent une orientation fortement politique et contestataire.

Le **24 mai**, une nouvelle manifestation réunit syndicats de salariés, syndicats de paysans et étudiants. 3 000 personnes défilent ; la moitié sont des



À partir de la gauche : Michel Bouet, CGT; Jacques Herbette, CGT; Marcel Paquereau, FEN; Joseph Sallé, CGT ardoisiers; Jean Monnier, CFDT; Marcel Jolivet, CFDT; Robert Robin, CFDT; responsable étudiant; (inconnu); Raymond Plouzin, CGT..

paysans. Le lendemain, plus de cent entreprises industrielles sont en grève et 28 sont occupées.

Une manifestation plus importante encore est programmée le **27 mai** 1968. Elle rassemble plus de 26 000 manifestants dans le département. Alors que les négociations s'entament à Paris rue de Grenelle, des étudiants pénètrent par effraction dans le théâtre d'Angers en le renommant « Maison du peuple ». Le théâtre ne restera pas pavoisé longtemps de rouge et de noir. L'entremise du maire d'Angers Jean Turc convainc les occupants qui dès le **29 mai** quittent le théâtre.



## L'Anjou à l'arrêt : grèves et occupations d'usines

*Après les manifestations des 8 et 13 mai, le principe d'une grève générale est lancé par les cheminots d'Angers le 18 mai à minuit. Du 20 au 29 mai, la paralysie s'étend peu à peu à tous les secteurs de la vie économique.*

Le **18 mai**, les cheminots et le lycée Chevrollier sont en grève. Le **19 mai**, on recense 20 000 salariés grévistes dans le département. Après le **20 mai**, les débrayages s'étendent aux administrations, aux établissements d'enseignement et au secteur des services (transports, banques), bousculant ainsi le quotidien des Angevins. Alors que les files de voitures s'allongent devant les stations, les militaires se font éboueurs. Mais même si les liquidités viennent à manquer, le petit commerce assure un ravitaillement sans réelle pénurie et la distribution d'électricité ne subit que quelques délestages.

Les principaux points de protestation se situent dans l'agglomération angevine et le Choletais. L'agriculture est aussi impactée avec le secteur de l'horticulture, des pépinières, des champignonnières, des vins mousseux saumurois.

Très vite, les grévistes multiplient les contrôles et les occupations : gares d'Angers, Cholet et Saumur, centre de tri et central téléphonique d'Angers, dépôt d'essence de





Bouchemaine, grands magasins, mairies, nombreux locaux PTT et EDF... Au matin du 25 mai, sur 108 entreprises industrielles en grève, 28 sont occupées.

L'**atmosphère y est festive** (jeux, cinéma, théâtre et musique) et des collaborations sont nouées avec la Maison de la Culture d'Angers et le théâtre universitaire. La Société des concerts populaires se produit à la Cité administrative ou dans les usines (Cégédur et Thomson).

Un **comité de soutien aux grévistes** est constitué par les organisations syndicales le 24 mai. Les municipalités des Ponts-de-Cé, Angers et Montreuil décident la gratuité des cantines scolaires. Le dimanche 26 mai 1968, l'évêque d'Angers informe les curés et les paroissiens que

les produits de la quête iront aux familles de grévistes en difficultés.

## La reprise en mains et le retour à la normale

*Le discours du Général de Gaulle le 30 mai marque le début de la contre-offensive du pouvoir. Du 30 mai au 1<sup>er</sup> juin, manifestations et contremanifestations se succèdent. Mais il faut attendre le 4 juin pour que la détente soit réellement perceptible.*

A la suite de l'appel radiodiffusé du général de Gaulle, des comités de défense des institutions républicaines se constituent, qui rassemblent les partisans du Président. 5 000 personnes défilent le **30 mai** à Angers, et le **1<sup>er</sup> juin** 8 000 à Cholet et 3 000 à Saumur. Le chant de la Marseillaise répond à l'Internationale. Les drapeaux tricolores remplacent les drapeaux rouges dans ces cortèges encadrés par les élus locaux et nationaux. En réaction, les grévistes organisent des défilés le **31 mai** à Angers (5 000 personnes), Cholet (1 000) et Saumur (500).



À compter du **1<sup>er</sup> juin**, les interventions de police ou de gendarmerie se multiplient pour assurer la liberté du travail. **Le mouvement s'essouffle et le travail reprend progressivement** durant la semaine du 4 au 8 juin. Seuls les secteurs de l'enseignement, du bâtiment et de la métallurgie prolongent encore le débrayage jusqu'au 10 juin et même parfois au-delà comme aux Batignolles à Cholet où l'on « tient » jusqu'au 14 juin.

Le 15 juin 1968, le préfet adresse son télégramme quotidien au ministère de l'Intérieur en indiquant que « la reprise est annoncée pour lundi à Cégédur, les mouvements sociaux en Maine-et-Loire peuvent être considérés comme terminés ».

## L'APRÈS 68

Les événements de mai-juin 1968 ont fait émerger les aspirations d'une partie de la société, en particulier celle des paysans, des ouvriers et des étudiants, vers un mieux-être individuel et collectif. Désormais inscrit dans l'histoire du XX<sup>e</sup> siècle, ce vaste mouvement libertaire a ébranlé le monde figé de l'après-guerre et ouvert la voie à des évolutions majeures qui ne porteront leur plein effet que dans le temps long des décennies suivantes.

### Des évolutions immédiates, politiques et sociales

**La secousse a été forte. Les élections de juin 1968, qui reconstituent l'Assemblée nationale, dissoute au plus fort de la crise, sont sans appel : la participation, très forte, se situe à plus de 80 %. Six députés UDR, c'est-à-dire fidèles au pouvoir en place, sont élus dont cinq au premier tour.**

Mais la leçon a porté. **Sur le plan politique**, les Français adoptent progressivement une position critique à l'égard de la politique et se méfient du militantisme. Les tensions restent fortes. Le *referendum* sur la régionalisation et le rôle du Sénat, proposé par le général de Gaulle le 27 avril 1969, aboutit au départ du président, ouvrant la voie, avec l'élection de Georges Pompidou, à une incarnation plus moderne du pouvoir.

Du point de vue des **conditions de travail**, les accords de Grenelle élaborés fin mai 1968 ont amélioré les conditions de travail des ouvriers avec l'augmentation du SMIC de 35 % (600 F. par mois), la hausse des salaires de 10 %, la création d'une section syndicale d'entreprise et l'obtention d'une quatrième semaine de congés payés. Le principe de la lutte unitaire conduisant à la victoire s'est inscrite pour longtemps dans la stratégie revendicative.

Le **milieu agricole** se divise. Les jeunes agriculteurs prennent position contre l'orientation libérale de la politique gouvernementale. Le mouvement paysan ne sort pas indemne de cette crise.

### Vers une société nouvelle

*Avec des formes d'expression inédites, Mai 68 a montré combien les femmes et les hommes aspiraient à se manifester, à s'exprimer par eux-mêmes, sans médiation, en mettant en cause l'autorité de leurs aînés tant dans la cellule familiale que dans la sphère publique.*

**L'Église** n'est pas épargnée. Le développement d'un progressisme catholique conduit à l'émergence d'un socialisme chrétien. À l'université catholique, en juillet 1968, une quarantaine d'enseignants adoptent une motion pour la suppression du caractère confessionnel et l'intégration à un complexe d'État. Devant le danger, l'évêque réagit en recadrant notamment la faculté de théologie, foyer principal de la contestation.

Près de deux siècles après sa suppression, **l'université d'Angers** est reconstituée en 1971. Déjà en germe avec la création de l'IUT (1966), elle prend corps avec la création du collège juridique universitaire (1968) puis du collège littéraire universitaire (1970). Cette refondation s'accompagne d'une extension rapide. Le campus de Belle-Beille se développe avec l'implantation de la faculté des sciences, et des facultés de droit et de lettres. La faculté de médecine, héritière de l'École de médecine, est agrandie en 1970-1971 aux abords du CHU. Plus tard, la faculté de droit développera un nouveau campus dans le quartier Saint-Serge.



L'influence de Mai 68 se manifeste aussi dans le domaine de la **pédagogie scolaire**. De disciple, l'élève devient un sujet. La parole libre et le débat ont voix au chapitre. La discipline autoritaire fait place à la participation aux décisions, ainsi les élèves et les parents peuvent participer aux conseils de classe et les règlements scolaires sont redéfinis dans les établissements dès juin 1968. La **blouse** et **l'uniforme** quittent les cours de récréation. Même s'il peine encore à s'installer dans certains milieux, le pantalon se féminise et devient un vêtement mixte.

Sur le plan sociétal, la **libération sexuelle** est souvent considérée comme l'une des grandes revendications du mouvement de mai 68. En réalité ce n'est que dans les années suivantes (de 1970 à 1975 essentiellement) que les débats sur les mœurs prennent place, corrélativement à la dépénalisation de la contraception (1967), à l'arrivée des contraceptifs modernes, puis à l'autorisation de l'avortement (1975). Le **féminisme** aussi se développe durant ces années, autour, entre autres, du mouvement de libération des femmes (MLF).

## LES « ÉVÉNEMENTS » À PARIS

Les premiers foyers de contestation voient le jour à **l'université de Nanterre**, créée parmi les terrains vagues et les bidonvilles au milieu des années 1960. En mars 1968, plusieurs centaines d'étudiants, conduits par Daniel Cohn-Bendit, se mobilisent pour dénoncer l'arrestation d'un étudiant lors d'une manifestation contre la guerre du Vietnam. L'agitation se poursuit tout au long du mois d'avril jusqu'à un **meeting de solidarité organisé avec 300 étudiants à la Sorbonne le 3 mai**. Les forces de l'ordre interviennent dans l'enceinte universitaire, interpellent plusieurs manifestants et bloquent le quartier.

**Une seconde manifestation est organisée le 10 mai** dans une ambiance d'effervescence, avant que, en fin de journée, certains jeunes ne commencent à utiliser des pavés pour dresser des barricades. En pleine nuit, le préfet de police donne l'ordre d'intervenir. Des violences sont commises. La situation se radicalise.

**Le 14 mai, le général de Gaulle**, président de la République, s'envole pour un voyage officiel en Roumanie alors que des **premières grèves s'installent dans le pays**, avec parfois des occupations d'usine et séquestration de dirigeants comme à l'usine Sud-Aviation de Bouguenais. **Le 16 mai**, la CFDT incite à la grève, rapidement rejointe par la CGT. En une semaine, du 14 au 21 mai le nombre de grévistes atteint les six millions ; **le 23 mai, la grève est générale**.

Le 22 mai, le mouvement étudiant est relancé du fait d'une interdiction de séjour prononcée à l'encontre de Daniel Cohn-Bendit. **Une manifestation est organisée le 24 mai, au moment où le général de Gaulle a prévu d'intervenir sur les ondes**. À 20 h, les étudiants écoutent le président sur leurs transistors et, dès la fin de l'allocution, sortent leurs mouchoirs en criant « Adieu de Gaulle ! ». Les forces de l'ordre interviennent de nouveau et des scènes de violence éclatent.

**Des négociations s'ouvrent dès le 25 mai** entre le gouvernement de Georges Pompidou et le patronat, rue de **Grenelle**, au ministère du Travail. Les débats se prolongent jusqu'au 27 mai.

**Le 29 mai, tout s'accélère**. Le général de Gaulle avertit son Premier ministre que le conseil des ministres du lendemain est annulé et s'envole en hélicoptère sans préciser son agenda ni sa destination. **Le 30 mai, de Gaulle s'adresse aux Français à la radio : « je ne me retirerai pas »**. Il conserve son Premier ministre mais dissout l'Assemblée nationale. Il annonce l'organisation d'élections au mois de juin. Au même moment une manifestation favorable au général – organisée par de nombreux réseaux gaullistes – rassemble 300 000 à 400 000 personnes place de la Concorde. Les élections législatives des **23 et 30 juin 1968** donneront une majorité sans conteste au Président de la République.

# L'EXPOSITION

L'exposition présente des **documents d'archives angevins** rappelant les événements (documents officiels, presse, tracts, photographies, objets et souvenirs).

Des **tablettes numériques**, disponibles à l'accueil des Archives départementales, donnent accès en réalité augmentée aux **témoignages oraux de représentants politiques et syndicaux impliqués** : Louis Thareaut (secrétaire général de la CFDT de Maine-et-Loire de 1967 à 1975), Jean-Gabriel Gilles (maire de Saint-Barthélemy-d'Anjou de 1965 à 2001), Maurice Ligot (maire de Cholet de 1965 à 1995), Maurice Pasquier (ancien leader syndical CFDT à l'entreprise Thomson, Angers), ...

**Deux films** sont également projetés dans l'exposition : **Mai 1968 à Angers**, par André Parlebas avec la complicité de Christian Rouillard, mai 1968. (5'03 mns. © André Parlebas, avec la complicité de Christian Rouillard / Archives municipales d'Angers) et **Histoires d'Angers**, par Maïté Jardin, mai 1998 (18'56 mns. © SERCA/TV10/Archives municipales d'Angers).

## 50 ans après... des affiches originales et contemporaines

Comment la jeunesse d'aujourd'hui réagit et s'exprime-t-elle sur les murs de la ville ? 50 ans après les affiches de mai 68 réalisées par les étudiants de l'école des Beaux-Arts de Paris, des étudiants en Master Design & Communication à l'atelier d'Arts Appliqués d'Angers interrogent notre société actuelle et son rapport à la contestation. Avec les mêmes supports que leurs prédécesseurs de 1968, ils proposent un regard contemporain et original, à travers la création d'affiches présentées en regard de l'exposition.

## DU 24 AVRIL AU 21 SEPTEMBRE 2018

du lundi au vendredi de 9 h à 18 h sauf jours fériés.

Entrée libre

### *Ouverture exceptionnelle*

**dimanche 16 septembre 2018, de 14 h à 18 h.**

**Archives départementales de Maine-et-Loire**

106, rue de Frémur

49000 ANGERS

## Visites commentées

Des visites commentées gratuites sont proposées aux visiteurs individuels, sans réservation :

- **Mercredi 25 avril 2018, à 15 h**
- **Mercredi 16 mai 2018, à 15 h**
- **Mercredi 27 juin 2018, à 15 h**
- **Mercredi 25 juillet 2018, à 15 h**
- **Mercredi 19 septembre 2018, à 15 h**

Pour les **visiteurs en groupe** : visites commentées gratuites du lundi au vendredi sur réservation au 02 41 80 80 00

## Fiche pédagogique

Une fiche pédagogique *À propos de* « 1968 : le Mai angevin » a été éditée à l'occasion et sera envoyée gratuitement à tous les établissements scolaires du département.

Exposition  
24 avril - 21 septembre 2018

du lundi  
au vendredi  
de 9h  
à 18h

sauf jours  
fériés



**MAI 68**  
**EN ANJOU**

entrée  
libre

Archives départementales  
de Maine-et-Loire  
106, rue de Frémur  
49000 ANGERS

02 41 80 80 00

archives49.fr  
maine\_et\_loire | Departement49

**Ad** ARCHIVES  
DÉPARTEMENTALES  
DE MAINE-ET-LOIRE

DÉPARTEMENT DE MAINE-ET-LOIRE  
**anjou**

## Contact presse

**Jean Chevalier**

jean.chevalier@maine-et-loire.fr

06 77 44 44 66